

Le défi démographique du XXIème siècle et le vieillissement de la population européenne.

Panel 3 – Les implications sociétales du vieillissement

Allocution de M. Sean Power, député - section jersiaise

Famille et politique du troisième âge

Dans tous les pays développés, on commence à comprendre les conséquences des changements structurels qui affectent nos sociétés à tous les niveaux, et à prendre des mesures pour y faire face. Jersey ne fait pas exception. La croissance économique et le développement des systèmes de santé dans les pays dits du « premier monde » ont donné lieu à deux tendances démographiques qui s'opposent :

- D'un côté, nous vivons plus longtemps grâce à l'amélioration continue de notre alimentation, de nos conditions de vie et de notre état de santé, mais nous devenons dépendants quand nous sommes très âgés.

- D'un autre côté, nous avons tendance à former des couples plus tard (des couples qui se séparent plus souvent), à avoir moins d'enfants et à retarder le moment de les avoir, du fait de l'accès à la contraception et de la nécessité pour les individus d'être mobiles et flexibles par rapport au marché du travail.

Ces deux tendances se conjuguent pour provoquer une augmentation durable du nombre des personnes âgées dépendantes. Parallèlement, la population qui travaille et qui peut aider ces personnes dépendantes diminue. Les personnes âgées sont la tranche de la population qui augmente le plus à Jersey. L'augmentation la plus rapide est observée chez les plus de quatre-vingt cinq (85) ans. Quel que soit le niveau de l'immigration, ce groupe devrait en effet doubler dans les 20 ans à venir, une accélération qui s'explique par la hausse de la natalité depuis la fin de la Première guerre mondiale.

Ces tendances sont connues depuis de nombreuses années, au moins depuis le milieu des années soixante-dix. Mais on se doutait bien qu'il serait difficile de mobiliser la volonté politique et collective nécessaire pour prendre des mesures sur le long terme afin de mitiger l'impact de ces changements structurels – sachant que celui-ci ne serait réellement visible qu'au siècle suivant. Mais les choses ont changé.

Au Royaume-Uni, après des années de débats hésitants sur les effets possibles de cette évolution démographique, un consensus solide s'est établi entre tous les partis politiques sur les mesures qui doivent être prises. La décision du gouvernement britannique de relever l'âge légal de départ en retraite de 65 à 67 ans en est une conséquence directe. À Jersey aussi, les choses ont changé. Un article très révélateur intitulé « Jersey est-elle en train de devenir l'île des personnes âgées ? » est par exemple paru dans la presse récemment.

Solidarité intergénérationnelle

Une fois que l'on a fait ce constat sévère et intimidant, on pourrait se laisser aller au désespoir – en considérant que ces tendances sont inéluctables et qu'on devrait donc adopter une attitude fataliste quant à leurs conséquences.

Mais la stratégie des États de Jersey en matière de santé et de services sociaux prend la direction diamétralement opposée. Elle repose sur l'idée que les personnes âgées apportent une contribution

importante à notre société et que nous devons donc trouver des solutions pour soutenir et renforcer cette contribution. Nous défendons la thèse que les défis que soulève le changement démographique peuvent se transformer en opportunités, notamment en favorisant la solidarité entre les générations pour développer une manière de vivre la vieillesse qui privilégie l'entraide et l'indépendance.

Dans de nombreuses communautés, les réseaux d'aide et de soutien qui font appel à la famille, aux amis et aux voisins font partie des liens qui maintiennent le tissu social. Si l'aide qui est ainsi apportée n'élimine pas la nécessité de fournir des solutions institutionnelles, elle permet sans aucun doute de prolonger le temps que passe une personne âgée au sein de sa communauté, et donc de réduire celui qu'elle devra passer en maison de retraite. Les bénéfices de la sagesse et de l'expérience qu'apporte la vieillesse doivent être réinvestis dans la société civile, pour la nourrir et l'enrichir.

Inclusion et non-discrimination des seniors

Compte tenu de la baisse probable de la population active, les futures mesures devront encourager les seniors à continuer à travailler au-delà de l'âge légal actuel de départ en retraite. Cela permettra non seulement de combler en partie les besoins de recrutement sur le marché de l'emploi mais aussi d'encourager ces personnes à rester actives et impliquées dans le fonctionnement de la société. On devrait ainsi logiquement renforcer le sentiment de bien-être et limiter le recours à des services publics.

Une nouvelle approche clé consistera à donner la possibilité aux gens de travailler plus longtemps en mettant en place des modalités de retraite flexibles. Il faudra aussi veiller à ce que les employeurs ne fassent pas de discrimination contre les salariés plus âgés, ce qui nécessitera peut-être une loi.

Les seniors au travail ou bénévoles

Pour réussir à bien gérer la question du vieillissement, il faudra qu'une proportion beaucoup plus importante de personnes âgées soit en bonne santé et bénéficie d'un niveau de bien-être bien supérieur à ce qu'il est aujourd'hui. Un senior en bonne santé et indépendant consomme moins de services de santé et de soins qu'une personne dépendante. Cette perspective augmente d'autant plus que ce bon état de santé et ce bien-être sont le prolongement de toute une vie saine, de l'enfance à l'âge adulte, et que l'on encourage la personne à s'impliquer dans la vie de sa communauté. La contribution plus importante des seniors se fera via l'allongement de la durée de la vie active mais pourra aussi prendre la forme du bénévolat.

De nombreuses personnes de plus de soixante ans ont de l'énergie, de l'expérience et beaucoup à offrir. On doit utiliser toutes ces ressources pour mettre en place des activités et initiatives locales qui permettront de favoriser l'indépendance et l'intégration des plus âgés dans les communautés où ils vivent, parfois depuis de longues années.

Les personnes âgées souhaitent rester le plus longtemps possible dans leurs maisons et préfèrent que les personnes qui s'occupent d'elles soient – par ordre de préférence – leur conjoint, leurs enfants, les autres membres de la famille et les amis. L'aide professionnelle vient en dernier. Les politiques publiques devront intégrer le fait que l'entraide ou l'aide dite « informelle » est l'option privilégiée par les personnes âgées. Il s'agit donc de soutenir ces réseaux, et non de chercher à les supplanter par des solutions professionnelles.

À Jersey, une personne sur huit s'occupe de quelqu'un – une personne malade, en mauvaise santé, handicapée ou incapable de subvenir à ses besoins. Si ces réseaux d'entraide n'existaient pas, ils seraient beaucoup plus nombreux à avoir besoin de maisons de retraite, de repos ou d'un lit d'hôpital. Leur qualité de vie en souffrirait et le coût pour la famille ou la collectivité serait énorme.

Infrastructures, maisons de retraites et accueil de jour, et qualité de la vie

L'écart qui existe entre hommes et femmes âgées va se creuser. D'après le recensement de la population jersiaise effectué en 2001, 23 pour cent des hommes de quatre-vingt à quatre-vingt quatre ans vivaient seuls, contre 52 pour cent pour les femmes. Ces différences sont une fois encore accentuées par les facteurs démographiques. En moyenne, les femmes vivent cinq ans de plus que les hommes et avaient tendance à se marier avec des hommes un peu plus vieux qu'elles. Si l'on combine ces deux facteurs, ce seront surtout les femmes qui seront confrontées au fait de vivre seules le grand âge, cette disparité n'ayant jamais été aussi marquée.

La vie des villages et des communautés est un élément important de la société jersiaise qu'il faut absolument soutenir. Ce tissu social peut permettre de maintenir les personnes âgées à domicile en y associant des structures d'accueil de jour tout en continuant à planifier la construction de maisons de retraite. Une personne qui vieillit risque par ailleurs d'être moins active physiquement, et la maison où elle vit aura peut-être besoin d'être modifiée ou adaptée à cette éventualité.

Les foyers-logements sécurisés qui bénéficient d'une surveillance permanente et le système plus controversé des résidences privées réservées aux personnes âgées qui ont déjà commencé à voir le jour montrent que la demande pour ce type de logement augmente.

En conclusion, gérer les conséquences du vieillissement de la population est un défi à long terme auquel nous avons déjà commencé à nous préparer. Mais pour réussir, nous devons prendre des décisions maintenant. Une population vieillissante coûtera plus cher et augmentera la pression exercée sur les services publics. On verra notamment une demande accrue pour les solutions de logement de longue durée à mesure que le nombre de personnes du quatrième âge augmente. Nous devons faire en sorte de répondre de manière flexible aux besoins des personnes âgées, en les encourageant à être autonomes, en bonne santé et productifs aussi longtemps que possible. Puis, quand cela devient nécessaire, nous devons leur fournir des prestations de haute qualité.